

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

5 JUNI 1989. — Ministerieel besluit
tot erkenning van de groeperingen van vogelliefhebbers en vinkeniers in het Waalse Gewest

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Gelet op het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij, in het Waalse Gewest, het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels en inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de groeperingen van vogelliefhebbers en vinkeniers erkend moet worden vóór het volgende bevoorradsingsseizoen;

Gelet op de dringendheid,

Besluit :

Artikel 1. De hierna vermelde groeperingen van vogelliefhebbers of vinkeniers worden erkend in de perken van het bepaalde in artikel 9 van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij, in het Waalse Gewest, het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels :

- Association ornithologique de Belgique (A.O.B.), te Brussel;
- Culture d'oiseaux indigènes (C.O.I.), te Vloesberg;
- Fédération ornithologique wallonne (F.O.W.), te Luik;
- Société générale pinsonnière (SO.GE.PIN.), te Jemeppe.

De erkenning geeft geen recht tot enige steun vanwege het Waalse Gewest.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 21 januari 1988.

Namen, 5 juni 1989.

E. HISMANS

Office de la Navigation. — Nomination

Par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juin 1989, M. J.C. Fontaine, ingénieur en chef-directeur, et Mme J.F.M. Bayet, épouse Roland, inspecteur-adjoint des Finances, sont nommés commissaires de l'Exécutif auprès de l'Office de la Navigation à la date du 1er juillet 1989.

Rénovation des sites d'activité économique

Un arrêté ministériel du 6 décembre 1989 décide que le site d'activité économique SAE/Ce143 ter dit « Cour du Charbonnage Sainte-Marie » et comprenant les parcelles cadastrées section C, nos 45s, 45v, 45w, 45y, 45z, 46a3, 46x2, 49a8, 49f6, 49p7, 52i, 54e2, 54h2 et 54s2 est désaffecté et doit être rénové.

Il destine le site à l'habitat et à l'artisanat.

Un arrêté ministériel du 20 juillet 1989 modifiant l'arrêté royal du 29 mai 1974 relatif à l'assainissement du site charbonnier désaffecté n° 22 dit « Bure Guillaume n° 3 » à Soumagne donne à site la nouvelle destination de zone commerciale, de service et de parcs.

Déversements de déchets en Région wallonne. — Autorisation

En application de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1988 fixant les délégations nécessaires à la mise en œuvre de certaines dispositions du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, un arrêté ministériel du 14 juin 1989 octroie aux Ets. Froidecoeur-Prijot l'autorisation de déverser des déchets en Région wallonne.

Cette autorisation est accordée jusqu'au 30 juin 1989 et prend cours le 14 juin 1989.

Plans de secteur. — Révision partielle

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juin 1989, arrêté définitivement la modification des planches 50/7 et 50/8 du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith portant sur :

- l'inscription d'une zone artisanale le long de la route Bullange-Butgenbach sur le territoire des communes au lieu-dit « Domäne » et la transformation de la zone d'extension d'artisanat existante voisine en zone d'artisanat;
- la réaffectation en zone agricole de l'ensemble de la zone d'extension de l'artisanat à Morsheck.

La Commission régionale d'Aménagement du Territoire, lors de sa réunion du 15 septembre 1987, a considéré ne pas devoir rendre d'avis. Aucune réclamation ou observation n'a été déposée dans le cadre de l'enquête publique.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1989 arrête provisoirement la modification partielle des planches 48/1, 48/2, 41/6, 41/7, 48/3 du plan de secteur de Huy-Waremme portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique HT 380 KV Tihange-Fleurus-Courcelles.

Le même arrêté charge le gouverneur de la province de Liège du soin de procéder à l'enquête publique.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1989 arrête provisoirement la modification partielle des planches 46/3, 46/4, 47/1 du plan de secteur de Charleroi portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique HT 380 KV Tihange-Fleurus-Courcelles.

Le même arrêté charge le gouverneur de la province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique.

Auteurs d'études d'incidences. — Agrément

En application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 février 1989 portant délégation au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions pour l'agrément des personnes physiques et morales chargées d'effectuer les études d'incidences sur l'environnement en Région wallonne, un arrêté ministériel du 26 juin 1989 délivre l'agrément comme auteur d'études d'incidences en Région wallonne à la société E.S.P.A.C.E. :

- pour une durée d'un an à dater du 26 juin 1989;
- pour les études ayant trait à :
 - l'aménagement du territoire : infrastructure de transport et barrages;
 - l'aménagement du territoire : aménagements ruraux et de loisir;
 - les mines, minières et carrières;
 - l'urbanisme;
 - les processus industriels de transformation de matières;
 - les processus industriels relatif à l'énergie;
 - le traitement et stockage des déchets.

En application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 février 1989 portant délégation au ministre ayant l'environnement dans ses attributions pour l'agrément des personnes physiques et morales d'effectuer les études d'incidences sur l'environnement en Région wallonne, un arrêté ministériel du 27 juillet 1989 délivre l'agrément comme auteur d'études d'incidences en Région wallonne à la société SEGES, rue de la Science 5, 1040 Bruxelles, pour une durée d'un an à dater du 27 juillet 1989 et pour les études ayant trait à l'aménagement du territoire : infrastructures de transport et barrages.

Police de la circulation routière. — Règlements complémentaires communaux

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 approuve le règlement complémentaire pris par le conseil communal de Pepinster portant sur la limitation de vitesse à 60 km/h sur la N.666, dénommée route de Tancremont entre les P.M. 2750 et 3400.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 approuve le règlement complémentaire pris par le conseil communal de la ville de Namur en date du 14 décembre 1988, portant sur réservation d'un emplacement de stationnement pour véhicules de handicapés face au n° 305 de la chaussée de Waterloo, à Saint-Servais.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 approuve le règlement complémentaire pris par le conseil communal de la ville de Huy, interdisant le dépassement par la gauche d'un véhicule attelé ou d'un véhicule de plus de deux roues aux conducteurs de véhicules ou trains de véhicules dont le poids maximal autorisé dépasse 3 500 kgs dans le tronçon compris entre les P.M. 104,8 et 107,9 sur la N.90 (quai d'Arona et avenue de l'Industrie, à Huy).

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 approuve le règlement complémentaire pris par le conseil communal de Dalhem, portant sur l'interdiction du stationnement des véhicules rue de Maestricht, à Berneau, à hauteur des immeubles n° 1 et n° 3, sur une distance de 20 mètres à partir du carrefour.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 approuve le règlement complémentaire pris par le conseil communal de Spa, portant sur le marquage d'un filot directionnel au débouché de la route du Tonnelet.

ÜBERSETZUNG

Dienst für Schifffahrt. — Ernennungen

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juni 1989 werden Herr J.C. Fontaine, Chefingenieur-Direktor, und Frau J.F.M. Bayet, Ehegattin Roland, beigeordneter Inspektor der Finanzen, zu Kommissaren der Wallonischen Regionalexekutive beim Dienst für Schifffahrt ernannt.

Erneuerung der stillgelegten Wirtschaftsräume

Durch Ministerialerlass vom 6. Dezember 1988 wird beschlossen, dass der Wirtschaftsraum SAE/Ce143ter « Cour du Charbonnage Sainte Marie », der sich aus den Parzellen katastriert Flur C, Nrn 45s, 45v, 45w, 45y, 45z, 46a3, 46x2, 49a8, 49f6, 49p7, 52i, 54e2, 54h2 und 54s2 gliedert, stillgelegt wird und erneuert werden muss.

Dieser Raum wird für Wohnzwecke und handwerkliche Betriebe bestimmt.

Durch Ministerialerlass vom 20 juillet 1989, mit dem der Königliche Erlass vom 29 mai 1974 über die Sanierung des stillgelegten Kohlebergwerks Nr. 22 mit Name « Bure Guillaume n° 3 » in Soumagne abeändert wird diesem Raum die neue Zweckbestimmung eines Gebiets für Handeiseinrichtungen, Dienstleistungen und Parks gegeben.

Abfallablادungen. — Genehmigung

In Anwendung von Artikel 4 der Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung bestimmter Abfälle in der Wallonischen Region und vom Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1988 zur Festlegung der Befugnisübertragungen, die für die Durchführung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle notwendig sind, werden durch Ministerialerlasse vom 14. Juni 1989 die « Ets Froidecœur-Prijot » dazu ermächtigt, Abfälle in der Wallonischen Region abzuladen.

Diese Genehmigung wird bis zum 30. Juni 1989 erteilt und gilt ab dem 14. Juni 1989.

Sektorenplans. — Teiländerung

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juni 1989 wird die Teiländerung der Karten 50/7 und 50/8 des Sektorenplans Malmédy-Sankt-Vith endgültig beschlossen, welche sich auf :

— die Eintragung eines Gebiets für handwerkliche Betriebe an der Strasse Büllingen-Butgenbach auf dem Gebiet dieser Gemeinden am Ort mit dem Flurnamen « Domäne » und die Umfunktionierung des bestehenden Erwartungsgebiets für handwerkliche Betriebe in ein Gebiet für handwerkliche Betriebe;

— die Umwidmung des ganzen angrenzenden, Erwartungsgebiets für handwerkliche Betriebe in Morsheck in ein landwirtschaftliches Gebiet beziehen.

Der Regionalausschuss für Raumordnung ist anlässlich der Sitzung vom 15. September 1987 der Meinung gewesen, dass er kein Gutachten abgeben musste. Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung wurden weder Beschwerden noch Bemerkungen eingebracht.

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1989 wird die Teiländerung der Karten 48/1, 48/2, 41/6, 41/7, 48/3 des Sektorenplan Huy-Waremme, die die Eintragung der Trasse der HS Stromleitung 380 KV Tihange-Fleurus-Courcelles betreffen, einstweilig beschlossen.

Durch denselben Erlass wird der Gouverneur der Provinz Lüttich mit der öffentlichen Untersuchung beauftragt.

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1989 wird die Teiländerung der Karten 46/3, 46/4, 47/1 des Sektorenplan Charleroi, die die Eintragung der Trasse der Hochspannungsleitung 380 KV Tihange-Fleurus-Courcelles betreffen, einstweilig beschlossen.

Durch denselben Erlass wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Durchführung der öffentlichen Untersuchung beauftragt.

Verfasser von Studien. — Anerkennung

In Anwendung vom Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region und vom Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, durch den der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, bevollmächtigt wird, die natürlichen und juristischen Personen, die mit der Verfassung von Studien über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beauftragt sind, anzuerkennen, wird durch Ministerialerlass vom 26. Juni 1989 die Gesellschaft E.S.P.A.C.E. als Verfasser von Studien über die Ein- und Auswirkungen in der Wallonischen Region anerkannt :

- auf ein Jahr mit Wirkung vom 26. Juni 1989;
- für Studien bezüglich :
 - der Raumordnung : Transportinfrastrukturen und Staudämme;
 - der Raumordnung : ländliche und freizeitliche Anlagen;
 - der Gruben, Lagerstätten über Tage und Steinbrüche;
 - Städtebau;
 - Industrieprozesse für die Verarbeitung von Stoffen in andere Stoffe;
 - Industrieprozesse für die Energie;
 - Abfallbearbeitung und -ablagerung.

In Anwendung vom Erlaß der Wallonische Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region und vom Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, durch den der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, bevollmächtigt wird, um die natürlichen und juristischen Personen, die mit der Verfassung von Studien über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beauftragt sind, anzuerkennen, wird durch Ministerialerlaß vom 27. Juli 1989 die Gesellschaft SEGES, rue de la Science 5, 1040 Brüssel, für ein Jahr ab dem 27. Juli 1989 als Verfasser von Studien über die Ein- und Auswirkungen in der Wallonischen Region für ein Jahr mit Wirkung vom 27. Juli 1989 und für Studien im Bereich der Raumordnung : Transportinfrastrukturen und Staudämme, anerkannt.

Verkeerspolitieordning. — Zusätzliche Gemeindeordnungen

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 wird die vom Gemeinderat von Pepinster verabschiedete zusätzliche Gemeindeordnung in bezug auf die Beschränkung der Geschwindigkeit auf 60 km/h auf der N.666 mit Namen Route de Trancrémont zwischen den P.M. 2750 und 3400 genehmigt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 wird die am 14. Dezember 1988 vom Gemeinderat der Stadt Namür verabschiedete zusätzliche Gemeindeordnung in bezug auf die Freihaltung eines Parkplatzes für Fahrzeuge von Behinderten vor der Nummer 305 der Chaussée de Waterloo, in Saint-Servais genehmigt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 wird die vom Gemeinderat von Huy verabschiedete zusätzliche Gemeindeordnung genehmigt, durch die den Fahrern von Fahrzeugen bzw. von Lastzügen, deren höchstzulässiges Gewicht über 3 500 kg liegt, verboten wird, auf dem Abschnitt zwischen den P.M. 104,8 und 107,9 auf der N.90 (quai d'Arona und avenue de l'Industrie, in Huy) ein angehängtes Fahrzeug oder ein Fahrzeug mit mehr als zwei Rädern links zu überholen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 wird die vom Gemeinderat von Dalhem verabschiedete zusätzliche Gemeindeordnung in bezug auf das Parkverbot für Fahrzeuge, rue de Maestricht in Berneau vor den Gebäuden Nrn. 1 und 3 auf einem Abstand von 20 Metern ab der Kreuzung genehmigt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 wird die vom Gemeinderat von Spa verabschiedete zusätzliche Gemeindeordnung in bezug auf die Markierung einer Verkehrsinsel an der Einmündung der route du Tonnelet genehmigt.

VERTALING**Dienst van de Scheepvaart. — Benoemingen**

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juni 1989, worden de heer J.C. Fontaine, hoofdingenieur-directeur, en Mevr. J.F.M. Bayet, echtgenote Roland, adjunct-inspecteur van Financiën, benoemd tot commissarissen van de Executieve bij de Dienst van de Scheepvaart met ingang van 1 juli 1989.

Vernieuwing van bedrijfsruimten

Bij ministerieel besluit van 6 december 1989 is besloten dat de bedrijfsruimte SAE/Ce143ter, « Cour du Charbonnage Sainte Marie » genaamd, bestaande uit de percelen kadastraal bekend sectie C, nrs. 45s, 45v, 45w, 45y, 45z, 46a3, 46x2, 49a8, 49f6, 49p7, 52j, 54e2, 54h2 en 54s2, aan haar bestemming wordt onttrokken en vernieuwd moet worden.

Het bestemt deze ruimte voor woon- en ambachtsgebied.

Bij ministerieel besluit van 20 juli 1989 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 mei 1974 betreffende de sanering van de afgeschafte mijn nr. 22 « Bure Guillaume nr. 3 » genaamd, te Soumagne, wordt aan deze ruimte de nieuwe bestemming van gebied voor handel, dienstverleningen en parken gegeven.

Stortingen van afvalstoffen in het Waalse Gewest. — Machtigingen

Met toepassing van artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987 betreffende het storten van bepaalde afvalstoffen in het Waalse Gewest en van het besluit van 27 april 1988 tot vaststelling van de delegaties van bevoegdheden die voor de uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen nodig zijn, worden bij ministerieel besluit van 14 juni 1989 de « Ets Froidecœur-Prijot » gemachtigd afvalstoffen in het Waalse Gewest te storten.

Die machtiging wordt verleend tot 30 juni 1989 en loopt vanaf 14 juni 1989.

Gewestplannen. — Gedeeltelijke herziening

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juni 1989 is definitief vastgesteld de wijziging van de kaarten 50/7 en 50/8 van het gewestplan Malmedy-Sankt Vith houdende :

— de opneming van een gebied voor ambacht langs de weg Büllingen-Bütgenbach op het grondgebied van deze gemeente ter plaatse « Domäne » genaamd en de omzetting van het aangrenzend bestaande uitbreidingsgebied voor ambacht;

— het opnieuw bestemmen van het geheel van het bestaande uitbreidingsgebied voor ambacht te Morsbeek in landbouwgebied.

Gedurende haar vergadering van 15 september 1987 heeft de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening besloten geen advies hoeven te geven. Geen klacht of opmerking werd ingediend in het kader van het openbaar onderzoek.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1989 is de gedeeltelijke wijziging van de kaarten 48/1, 48/2, 41/6, 41/7, 48/3 van het gewestplan Hoei-Borgworm houdende opneming van het tracé van de 380 KV elektrische hoogspanningslijn Tihange-Fleurus-Courcelles tijdelijk vastgesteld.

Hetzelfde besluit belast de gouverneur van de provincie Luik met de zorg over te gaan tot het openbaar onderzoek.